

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DIVERSES MESURES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI
4ÈME AFFECTATION**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 : Fiche-projet AT	13
Annexe 2 : Avenant à la convention Agora Région et Annexe 2	16
Annexe 3 : Convention d'adhésion à l'outil OUIFORM	23
Annexe 4 : Convention partage données PE 2023-2026 - V3	37
Annexe 5 : Avenant convention ASP	58

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Objet du rapport

Ce rapport a pour objet :

- d'affecter les crédits nécessaires à la rémunération des stagiaires soit 62 940 000 € dont 21 094 000 € PRIC ;
- d'affecter les crédits nécessaires pour une subvention au Centre National de Formation d'Enseignement Technique privé (CNFETP) soit 115 000 € ;
- d'affecter les crédits nécessaires au Programme Régional de Formation vers l'Emploi 2 soit 20 000 000 € PRIC ;
- d'affecter les crédits nécessaires au Programme Régional Elearning soit 6 400 000 € PRIC ;
- d'approuver la convention d'adhésion à l'outil OUIFORM ;
- d'approuver la convention de partage de données avec Pôle Emploi .
- d'approuver l'avenant à la convention ASP ;
- d'approuver par l'avenant pour la modification d'une annexe à la convention de gestion de données AGORA avec la Caisse des dépôts et consignations.

1.1. Rémunération des stagiaires

Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la région est chargée de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, de la protection sociale et du versement des indemnités d'hébergement et de transport pour les stagiaires demandeurs d'emploi, non indemnisés, inscrits dans les formations professionnelles qu'elle agréée, ainsi que pour les stagiaires en situation de handicap suivant une formation au sein des Centres de rééducation professionnelle (CRP).

Le paiement de cette rémunération est délégué, par un marché public, à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Une première affectation de 75 000 000 € a été votée lors de la CP 2023-019 du 25 janvier 2023.

Ce rapport a pour objet de proposer une 2ème affectation pour l'année 2023 à hauteur de 62 940 000 € dont 21 094 000 € PRIC au titre de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, correspondant à 50% de la prévision établie au regard des réalisations des années antérieures, des entrées supplémentaires prévisionnelles engendrées par le PRIC et de la revalorisation des barèmes. Cette affectation permettra de rémunérer près de 27 000 stagiaires.

1.2. Attribution d'une subvention au titre du dispositif « Actions territorialisées »

Il est proposé de soutenir le projet porté par l'association Centre National de Formation pour l'Enseignement Technologique et Professionnel (CNFETP), projet qui vise à préparer 25 demandeurs d'emploi à la réussite au troisième concours de l'enseignement du second degré afin de répondre, en partie, aux vacances de postes sur l'Ile de France.

Le projet doit être mis en place avec plusieurs établissements scolaires franciliens et s'adressera prioritairement à des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, en recherche d'une nouvelle activité ou d'un nouveau souffle dans leur carrière.

Dans le cadre de ce projet, 370 heures de formation (dont 90 heures en stage en établissement scolaire) sont prévues par stagiaire ainsi que 50 heures d'accompagnement.

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **115 000 €** pour le financement de ces projets.

Cette action s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention voté par délibération CP 2018-230 du 4 juillet 2018 modifiée par la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021.

1.3. Programme Régional de Formation pour l'Emploi 2 (PRFE 2)

Une affectation est proposée au titre du programme PRFE 2. Ce programme a pour objectif de permettre l'accès à des formations qualifiantes débouchant sur l'emploi notamment sur les secteurs en tension.

Le programme Régional de Formation pour l'Emploi (PRFE 2) 2022-2026 propose des formations qualifiantes permettant de répondre aux besoins en emploi et compétences des entreprises franciliennes. Ce sont ainsi plus de 500 formations différentes sur 13 secteurs d'activité qui sont mises à dispositions des demandeurs d'emploi franciliens pour leur permettre de retrouver un emploi dès leur fin de formation.

Le programme PRFE 2 a fait l'objet d'une 1ère affectation à hauteur de 27 583 000 € (CP 2023-102 du 29/03/2023). Il est proposé ici une seconde affectation de 20 000 000 € sur le PRIC. L'autorisation d'engagement permettra d'offrir près de 4 100 places supplémentaires dans le cadre de la programmation 2023-2024.

Le présent rapport propose d'affecter un montant de 20 000 000 € PRIC d'autorisation d'engagement, au titre du budget 2023.

1.4. Programme E-learning 2023/2024

Le programme régional « Formations E-learning et multimodales » s'inscrit dans le cadre de la délibération CP 2019-305 du 29 juin 2019. Il se propose d'intervenir en matière de formation professionnelle de façon cohérente avec la stratégie numérique régionale « Smart Region » et de répondre aux exigences du Pacte régional visant à proposer des modalités nouvelles d'acquisitions de compétences ou de parcours de formation.

L'autorisation d'engagement permettra d'offrir près de 1 400 places supplémentaires dans le cadre de la programmation 2023-2024.

Le présent rapport propose d'affecter un montant de 6 400 000 € PRIC d'autorisations d'engagement, au titre du budget 2023.

1.5. Convention d'adhésion à l'outil OUIFORM

La solution OUIFORM, outil de positionnement partagé, destiné aux acteurs qui accompagnent des personnes en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion et ayant besoin de développer leurs compétences.

Ce rapport présente en annexe 3 de la délibération, la convention d'adhésion à l'outil OUIFORM.

1.6. Avenant à la convention ASP

La convention relative aux missions déléguées par la région à l'ASP, adoptée par la délibération n° CP 2023-107 du 29 mars 2023, ayant pour objet de confier, sous la forme d'une convention de

mandat, la gestion administrative et financière des aides individuelles, subventions et marchés conclus dans le cadre des politiques régionales relatives à la formation professionnelle continue, de l'emploi et du développement économique, de l'aménagement du territoire et de l'environnement doit faire l'objet d'un avenant.

Ce dernier prévoit :

- L'ajout d'un dispositif de type aide individuelle de la formation professionnelle, à savoir l'aide à la formation vers un métier en tension, de son instruction au versement de l'aide accordée aux demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation (hors offre collective régionale) chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'Ile-de-France mobilités pour les formations de conducteur de bus et de mécanicien d'entretien des bus ;
- La révision de la grille tarifaire afin d'ajouter la prise en charge de ce nouveau dispositif ainsi que l'actualisation du tarif AIRE ;
- La modification des clauses de RGPD ;
- L'ajout du dispositif PM'up jeunes pousses industrielles visant à soutenir les projets d'implantation d'une première usine tournée vers la décarbonation, l'efficacité énergétique et la circularité des processus de production.

1.7. Convention de partage de données avec Pôle Emploi

Ce rapport présente en annexe 4 de la délibération, la convention de partage des données pôle emploi 2023-2026.

1.8. Modification de l'annexe 2 de la convention de gestion de données AGORA avec la Caisse des dépôts et consignations

La convention AGORA (adoptée à la CP 2020-024 du 31 janvier 2020), qui permet le partage de données d'entrées et de sorties de formation entre la Région et la Caisse des dépôts et consignations, doit faire l'objet d'un avenant afin d'en modifier son annexe 2.

Cette modification vise à introduire le nouveau système d'information et de gestion des achats de formation professionnelle de la Région (SAFIR+) qui remplacera, d'ici la fin d'année, les outils SAFIR et ZEFIR.

Le présent rapport vous demande de valider la modification de l'annexe 2 de la convention d'échange de données relative à la mise en place des flux de données entre le nouveau système SAFIR+ et l'entrepôt de données AGORA.

2. Financements

2.1. Affectation pour la rémunération des stagiaires

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 62 940 000 € dont 21 094 000 € au titre du PRIC sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « °Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » (23005902 et 23005964).

	Total AE 2023	Total CP 2023
action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement »	62 940 000 €	62 940 000 €

2.2. Affectation d'une subvention au titre du dispositif « Actions territorialisées »

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 115 000 €, imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (23005963).

2.3. Affectation d'une autorisation d'engagement au titre du Programme Régional de Formation pour l'Emploi (PRFE 2)

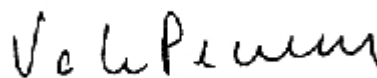
Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 20 000 000 € PRIC sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (D2300270).

2.4. Affectation d'une autorisation d'engagement au titre du Programme Régional E-learning

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 6 400 000 € PRIC sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (D2300600).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

DIVERSES MESURES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI 4ÈME AFFECTATION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE L187 le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de Services et de Paiement ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU le décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 relatif à la revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre "Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU la délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2018-488 du 21 novembre 2018 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-060 du 22 mai 2019 relative au bilan et à l'évolution du dispositif expérimental d'aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU la délibération CP 2019-305 du 29 juin 2019 relative à la consultation « formations E-Learning et multimodales » -mise en œuvre du PACTE- et subventions « actions territorialisées » et « actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CR 2020-024 du 31 janvier 2020 relative à l'affectation pour une subvention globale de fonctionnement au GIP CARIF Défi Métiers (1^{ère} affectation 2020) et conventions « Agora » ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention-cadre région Île-de-France et Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CR 2020-212 du 1^{er} juillet 2020 relative à la nouvelle mesure du pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) – attribution de la subvention AGCNAM 2020-2021 ;

VU la délibération n° CP 2021-171 du 1^{er} avril 2021 portant 2^{ème} affectation 2021 PRFE -affectation 2021 PPSMJ - Aide à la formation – Actions territorialisées et Actions Expérimentales – Subvention 2021 CDRIML ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-238 du 20 juillet 2021 portant 3^{ème} Affectation PRFE - 2^{ème}Affectation E-Learning - Actions territorialisées et Actions expérimentales - Convention Ladom - Subvention AGCNAM ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-334 du 24 septembre 2021 portant sur l'attribution de subventions relatives aux dispositifs « actions territorialisées » et « actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 relative aux diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2022-318 du 23 septembre 2022 relative au doublement de l'aide à la formation vers les métiers de la sécurité privée, actions territorialisées, actions expérimentales et autres mesures de formation professionnelle et son amendement de l'exécutif ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et des durées d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-019 du 25 janvier 2023 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi

VU la délibération n° CP 2023-102 du 29 mars 2023 relative aux actions territorialisées, actions expérimentales, AFEST, CNAM, CDRIML, actions Compétences+ et autres mesures de formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2023-107 du 29 mars 2023 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2023-03 du 30 mars 2023 relative au PRIC 2023 : convention financière et avenant au Pacte ;

VU la délibération n° CR 2023-04 du 30 mars 2023 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelles 2022-2027 : contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU la délibération n° CP 2023-179 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n° CP 2023-252 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre du marché, une autorisation d'engagement d'un montant de **62 940 000 €**, dont 21 094 000 € PRIC, sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » du budget 2023 (23005902 et 23005964).

Article 2 :

Décide de participer au financement du projets détaillé en annexe 1 à la présente délibération d'un montant maximum prévisionnel de 115 000 € ;

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **115 000 €** disponibles sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 253-003 « Formations qualifiantes et métiers », Action 12500301 « Formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (23005963).

Article 3 :

Affecte, au titre du programme régional de formation pour l'emploi, une autorisation d'engagement d'un montant de **20 000 000 €** PRIC disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (D2300270).

Article 4 :

Affecte, au titre du programme régional E-learning, une autorisation d'engagement d'un montant de **6 400 000 €** PRIC disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023. Le financement du programme s'inscrit dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences. (D2300600).

Article 5 :

Approuve l'avenant à la convention AGORA entre la région et la Caisse des Dépôts et Consignations, jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 :

Approuve la convention d'adhésion à l'outil OUIFORM entre Pôle emploi et la Région, jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 :

Approuve la convention de partage de données entre Pôle emploi et la Région, jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 :

Approuve l'avenant à la convention entre la région et l'ASP, jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche-projet AT

DOSSIER N° 23005963 - AT2023_PREPARATION AUX TROISIEMES CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-65748-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	160 877,00 € TTC	71,48 %	115 000,00 €
Montant total de la subvention			115 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE NAT FORMATION ENSEIGNANT
TECH PRIVE

Adresse administrative : 277 RUE SAINT JACQUES
75005 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Rosane LOUVIOT, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 octobre 2023 - 14 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Cour des comptes appelle à ouvrir davantage de postes et de sections aux troisièmes concours pour diversifier les viviers de recrutement au profit des personnes en reconversion professionnelle.

Sur l'Île de France, le nombre de postes restant vacants pour des enseignants du second degré est important et le troisième concours s'avère être une solution pour résorber le décalage entre l'offre et la demande.

Le projet porte sur la préparation de 25 demandeurs d'emploi à la réussite au troisième concours de l'enseignement du second degré et doit être mis en place avec des établissements scolaires franciliens.

Le public cible de ce projet concerne tout demandeur d'emploi bénéficiant d'une ancienneté de 5 ans minimum dans le secteur privé. Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, en recherche d'une nouvelle activité ou d'un nouveau souffle dans leur carrière, seront privilégiés.

Dans le cadre de ce projet, 370 heures de formation (dont 90 heures en stage en établissement scolaire) sont prévues par stagiaire ainsi que 50 heures d'accompagnement.

Les établissements scolaires franciliens et le service Ressources Humaines de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique sont partenaires de ce projet.

L'originalité du projet tient au choix d'organisation du parcours de formation, qui associe des établissements de la Région tout au long du processus, lors de temps de rencontre, de travail in situ et d'activités concrètes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	21 300,00	13,24%
Information/recrutement du public	13 123,00	8,16%
Formation du public	72 420,00	45,02%
Accompagnement/suivi du public	3 550,00	2,21%
Autres coûts directs	7 100,00	4,41%
Coûts indirects	43 384,00	26,97%
Total	160 877,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds privés	45 877,00	28,52%
Subvention Région (sollicitée)	115 000,00	71,48%
Total	160 877,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 2 : Avenant à la convention Agora Région et Annexe 2



Avenant de la Convention fixant les conditions
d'échange de données entre la Caisse des
dépôts et consignations et la Région Ile de
France habilitée à accéder au SI-CPF

Le présent avenant est signé entre :

La **Caisse des Dépôts et Consignations - Direction des Politiques Sociales (CDC-DPS)**,
établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du
Code monétaire et financier,
dont le siège est situé au 56 rue de Lille à Paris (75007)

- dénommée la « Caisse des Dépôts » ou « CDC »,
- représentée par le Directeur de la formation professionnelle et des compétences de la direction
des politiques sociales, Monsieur Laurent Durain, dûment habilité ;

Et

Le Conseil régional d'Ile-de-France
dont le siège est situé 2 rue Simone Veil – 93400 Saint Ouen

- dénommée « le Partenaire »,
- représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, Madame Valérie
PECRESSE, dûment habilitée

Ci-après dénommées conjointement « les Parties ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'AVENANT

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle prévue par la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018, les Parties ont signé une convention fixant les conditions d'échange de données entre la CDC et le Partenaire habilité à accéder au SI-CPF dont l'objet est de décrire les engagements en termes de services et d'organisation mis en œuvre par la CDC et le Partenaire, afin d'assurer les échanges d'information entre le SI-CPF et le SI du Partenaire dans le cadre de la Plateforme AGORA.

Ainsi, le présent avenant a pour objet d'acter du changement de prestataire de la Région Ile-de-France dans le cadre de cette convention AGORA.

A ce titre, l'Annexe 2 de la convention fixant les conditions d'échange de données entre la CDC et la Région Île-de-France habilité à accéder au SI-CPF est modifiée selon les dispositions exposées ci-dessous.

2. DISPOSITIONS MODIFIÉES

L'Annexe 2 de la convention fixant les conditions d'échange de données entre la Caisse des dépôts et consignations et la Région Île-de-France habilitée à accéder au SI-CPF, « Mise en place des flux de données », est ainsi modifiée :

« La mise en œuvre des flux de données prévus à l'article 8 de la Convention doit permettre la gestion du CPF et la mise en place du partage des données tel qu'il est prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

Les stagiaires bénéficiant d'une formation financée par la région sont enregistrés actuellement dans les SI SAFIR et ZEFIR pour la formation professionnelle et dans SOLSTISS pour les formations sanitaires et sociales.

A partir de septembre 2023, les dispositifs de formation professionnelle seront migrés vers le nouveau SI SAFIR+ de la région, dans lequel les stagiaires seront alors enregistrés.

Les données de rémunération et d'indemnisation de ces stagiaires sont transmises à AGORA directement par l'ASP, prestataire auquel est délégué le paiement de la rémunération et des indemnités de transport.

Déclenchement des flux :

- Le flux de création est déclenché en cas d'inscription d'un stagiaire sur une formation, ou de modification des informations relatives au stagiaire inscrit, à l'inscription ou à l'entrée en formation
- Le flux des données de sortie est déclenché en cas de sortie du stagiaire (saisie de la date de sortie)
- Le flux de clôture est déclenché à la clôture de l'action de formation
- Le flux des données de rémunération est géré par l'ASP.

L'accrochage à AGORA est réalisé par le prestataire ATEXO qui gère l'outil SAFIR+.

Il embarque également le flux des stagiaires enregistrés dans les SI ZEFIR (de façon temporaire jusqu'à clôture des marchés PRFT et PEE 2022) et SOLSTISS (pour les formations sanitaires et sociales).

Les données des stagiaires placés sous-main de justice ne sont pas remontées actuellement. Un travail est en cours pour un accrochage.

Seuls les stagiaires dont le NIR aura pu être collecté seront remontés. Notamment, les stagiaires ne possédant pas encore de NIR ne seront pas remontés.

3. CONDITIONS RÉGISSANT LE PRÉSENT AVENANT :

Le présent avenant engage les parties au même titre que la Convention fixant les conditions d'échange de données entre la Caisse des dépôts et consignations et la Région Île-de-France habilitée à accéder au SI-CPF signée par les parties qu'elle modifie.

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux, le

Madame Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

Laure MANOUKIAN
Directrice adjointe de la formation
professionnelle
et des compétences de la Direction des
politiques sociales de la CDC

Annexe 2 : Mise en place des flux de données

La mise en œuvre des flux de données prévue à l'article 8 de la Convention doit permettre la gestion du CPF et la mise en place du partage des données tel qu'il est prévu par la législation et la réglementation en vigueur.

Les stagiaires bénéficiant d'une formation financée par la région sont enregistrés actuellement dans les SI SAFIR et ZEFIR pour la formation professionnelle et dans SOLSTISS pour les formations sanitaires et sociales.

A partir de septembre 2023, les dispositifs seront migrés vers le nouveau SI SAFIR+ dans lequel les stagiaires seront alors enregistrés.

Les données de rémunération et d'indemnisation de ces stagiaires sont transmises à AGORA directement par l'ASP, prestataire auquel est délégué le paiement de la rémunération et des indemnités de transport :

- Le flux de création est déclenché en cas d'inscription d'un stagiaire sur une formation, ou de modification des informations relatives au stagiaire inscrit, à l'inscription ou à la formation ;
- Le flux des données de sortie sont déclenchés en cas de sortie du stagiaire (saisie de la date de sortie) et de clôture de l'action de formation.

L'accrochage à AGORA est réalisé par le prestataire ATEXO qui gère l'outil SAFIR+.

Il embarque également le flux des stagiaires enregistrés dans les SI ZEFIR (de façon temporaire jusqu'à clôture des marchés PRFT et PEE 2022) et SOLSTISS (pour les formations sanitaires et sociales).

Les données des stagiaires placés sous-main de justice ne sont pas remontées actuellement. Un travail est en cours pour un accrochage.

Seuls les stagiaires dont le NIR aura pu être collecté seront remontés. Notamment, les stagiaires ne possédant pas encore de NIR ne seront pas remontés.

Annexe 3 : Convention d'adhésion à l'outil OUIFORM

Convention d'adhésion à l'outil OUIFORM

ENTRE

la Direction Régionale de Pôle Emploi Ile de France, pour le compte de la direction générale de Pôle emploi
Ci-après dénommé « Pôle emploi »

D'une part,

ET

La Région Île-de-France, dont le siège se situe au 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine, 93400,
Représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « La Région »

D'autre part.

En présence de **la DRIEETS Ile de France** pour le compte de la Délégation générale à l'Emploi et à la Formation professionnelle

Domiciliée en cette qualité : 10-18, place des cinq martyrs du Lycée Buffon - 75015 Paris
Représentée par Monsieur Bruno Lucas, en sa qualité de Délégué Général,

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

Préambule

Créé en partenariat entre le conseil régional Grand Est et Pôle emploi, OuiForm a été identifié comme l'un des leviers utiles à la réussite du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) et clairement identifié dans les Pactes régionaux conclus entre l'État et les Régions qui ont souhaité s'engager dans le PIC.

Le Pacte a pour ambition de former plus de demandeurs d'emploi ou de personnes en parcours d'insertion, peu ou pas qualifiés, mieux et de manière plus individualisée, pour leur permettre de développer leurs compétences et qualifications. Il a pour ambition également de transformer l'écosystème de la formation, développer les synergies entre les acteurs opérationnels et fluidifier l'accès à la formation. Le Pacte mobilise ainsi dans chaque région, l'ensemble des acteurs des territoires.

En ce sens, l'Etat a souhaité, au travers de la mise en partage de « OuiForm » permettre à tous les prescripteurs de travailler en synergie et en temps réel pour positionner les personnes à la recherche d'un emploi sur les formations auxquelles ils sont éligibles.

Pour ce faire, OuiForm initie une démarche inédite de partage d'un outil « patrimoine commun », dont la gouvernance partagée est garantie par l'Etat, dans le cadre de l'accord-cadre national signé par la Délégation Générale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (DGEFP), Pôle emploi, l'Association des Régions de France, l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) et le Conseil national Handicap & Emploi des Organismes de placement spécialisés (CHEOPS).

La présente convention d'adhésion à l'outil OuiForm permet à la Région de prendre part à l'accord cadre national.

OuiForm est l'outil de positionnement en formation destiné aux prescripteurs qui accompagnent des personnes en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion, et ayant besoin de développer leurs compétences par la formation.

Il permet aux Partenaires de positionner sur des rendez-vous d'information des personnes inscrites ou non à Pôle emploi. Il permet de rechercher un individu, d'obtenir la communication de son dossier, de rechercher une formation, de positionner l'individu sur un rendez-vous d'information planifié par l'organisme de formation et de suivre le parcours du stagiaire. Il met également à disposition des éléments de pilotage opérationnel pour suivre le remplissage d'une session conventionnée et faciliter les synergies entre les structures qui orientent la personne vers la formation.

L'accompagnement des personnes en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion, réalisé par le Partenaire, donc la contribution à des actions d'orientation de personnes et au positionnement en modalité préalable d'accès à la formation, notamment en rendez-vous d'information, nécessite que celui-ci accède à des données contenues dans OuiForm, notamment à des données relatives aux individus.

OuiForm comprend également un volet pilotage, qui permet à la Région de visualiser les positionnements effectués par l'ensemble des partenaires à travers les différents outils.

Il est précisé que, pour l'application de la présente convention, sont considérées comme inscrites à Pôle emploi les personnes dont l'inscription est toujours en cours, à l'exclusion des personnes en cessation d'inscription ou radiées.

Aux termes de la présente convention, le terme « Partenaires » désigne les structures ayant signé une convention d'adhésion leur permettant de réaliser des positionnements via OuiForm.

ARTICLE 1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition de l'outil OuiForm et détermine le public relevant du champ de compétences professionnel et territorial de la Région, les données de OuiForm qui lui sont accessibles en consultation ainsi que les règles d'accès à ces données.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DE OUIFORM

Article 2.1 Finalités de OuiForm et responsabilité du traitement

Les finalités de OuiForm sont les suivantes :

- facilitation de l'accès à la formation et obtention des aides financières associées ;
- gestion, pilotage et suivi des parcours de formation ;
- partage de données entre les acteurs des services publics et de la politique de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelle, afin de leur permettre l'exercice de leurs missions légales et pour favoriser une politique d'accès à la formation coordonnée ;
- mise à disposition et agrégation de données à des fins statistiques, notamment afin de suivre et d'évaluer les résultats des politiques menées.

Pôle emploi et le ministre chargé de l'emploi sont responsables conjoints du traitement.

Article 2.2 Fonctionnalités de OuiForm

OuiForm est accessible via le portail internet <https://www.portail-emploi.fr>. Il permet aux différents acteurs de l'insertion professionnelle et du placement du service public de l'emploi de communiquer dans l'objectif de procéder à des positionnements de formation.

Il permet aux Partenaires :

- de disposer d'un accès aux données principales du dossier de l'individu, afin d'améliorer son positionnement en formation et le suivi de son parcours de formation grâce aux informations utiles à son reclassement : profil, parcours, projet personnalisé d'accès à l'emploi ;

- de positionner les individus sur des formations ;
- de consulter en temps réel les places disponibles, ainsi que les financeurs associés ;
- de prendre rendez-vous en ligne ;
- de partager directement l'information avec les autres partenaires, susceptibles d'accompagner l'individu au cours de son parcours de formation et l'organisme de formation ;
- suivre un individu tout au long de son parcours de formation.

OuiForm permet à la Région de suivre et piloter les étapes en amont de l'entrée en formation, à savoir :

- rechercher une formation qu'elle finance ;
- accéder à la liste des stagiaires inscrits sur cette formation, et de visualiser les éléments nécessaires au suivi du financement des formations ;
- visualiser des éléments de pilotage opérationnel sur le suivi du remplissage des formations qu'elle finance ;
- disposer des délais de traitement des organismes de formations ;
- bénéficier d'un accès aux indicateurs relatifs aux formations qu'elle finance (notamment le volume de positionnement par type de partenaire, les recrutements en cours, les entrées en stage et le suivi des refus) ;
- accéder à des tableaux de données analytiques.

Les partenaires destinataires des données sont listées en annexe n°1.

Article 2.3 Données collectées et modalités de mise à disposition

Les données accessibles via OuiForm sont relatives aux personnes ayant besoin de développer leurs compétences par la formation.

Elles ont trait à leur identification, à leur parcours professionnel, à leur formation, à leur inscription sur la liste des demandeurs d'emploi, à leur qualité de bénéficiaire du RSA et à leur statut de travailleur handicapé.

Elles sont détaillées dans l'annexe n°2 à la présente convention, qui détaille également leur collecte initiale.

La Région accède en consultation aux données relatives aux stagiaires positionnés et inscrits sur les formations qu'elle finance.

OuiForm met également à disposition de la Région des données de pilotage relatives aux formations qu'elle finance, notamment pour la gestion des sessions de formation et le suivi des entrées en formation.

ARTICLE 3. UTILISATION DES INFORMATIONS

Les informations mises à disposition *via* OuiForm ne peuvent être utilisées par la Région à d'autres fins que l'accomplissement de ses missions de service public en matière de financement de formation.

ARTICLE 4. SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant, au sens du RGPD, est la personne physique ou morale qui traite des données pour le compte d'un autre organisme (le responsable de traitement), dans le cadre d'un service ou d'une prestation.

La Région peut, selon le cas, confier tout ou partie des missions définies à l'article 2 ci-dessus à un ou plusieurs prestataires.

Dans le cas où la Région recourt à des sous-traitants, il en informe Pôle emploi et lui communique la liste des destinataires des données et sans délais toute modification de cette liste.

La Région garantit le respect par son prestataire des engagements pris dans le cadre de la présente convention. A cet effet, il s'engage à reporter dans les engagements qu'il contracte avec ses sous-traitants les obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

La Région demeure entièrement responsable de l'utilisation par son prestataire des données mises à sa disposition.

ARTICLE 5. INFORMATIQUE ET LIBERTES

Constitue une donnée à caractère personnel, au sens de l'article 2 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, du règlement au sens du règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » et au sens de la présente convention, toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie.

Les parties traitent les données personnelles uniquement pour :

- la réalisation de l'objet de la convention ;
- les besoins de l'exécution et du suivi de la convention.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition. Les mentions d'information relatives à OuiForm sont précisées en annexe 1.

Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, la Région s'engage à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution de la convention et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de la convention.

Chaque partie informe l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 36 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte.

Pour chacune des parties, le délégué à la protection des données ou correspondant en charge de la protection des données personnelles est désigné à l'annexe 4.

ARTICLE 6. SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données communiquées. Elles veillent notamment à assurer :

- la confidentialité des données, en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;
- l'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle en dehors de la convention ;
- la disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
- la traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Dans ce cadre, les mesures techniques et organisationnelles de sécurité mises en œuvre doivent répondre aux exigences de sécurité de chacune des parties et faire l'objet d'un accord. Chaque partie doit, au préalable, avoir évalué le niveau de sensibilité des données lui appartenant et en avoir informé l'autre partie. Chaque partie

s'engage à mettre à disposition de l'autre partie les politiques et procédures de sécurité mises en œuvre pour assurer l'exécution de ces dispositions.

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée.

Pour chacune des parties, les correspondants en charge de la sécurité des systèmes d'information sont désignés à l'annexe 4.

La Région se porte garante du respect par ses préposés des obligations de confidentialité auxquelles ils sont tenus et s'engage à ce que les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente convention ne soient en aucun cas divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées. Ces obligations de confidentialité s'appliquent sans limitation de durée. Il s'engage à :

- ne communiquer les informations qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication dans le cadre de la mission, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales.
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit nécessaire à l'exécution de la mission ;
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de ses attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données.
- s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données.
- S'assurer, dès qu'une personne ayant disposé de l'accès fourni dans le cadre de la mission quitte cette fonction, que les identifiants fournis soient mis à jour pour lui supprimer les accès.
- ne pas utiliser les données auxquelles il peut accéder à des fins autres que celles prévues dans le cadre des missions respectives ;

La Région prend vis-à-vis de ses personnels, de ses sous-traitants, de ses fournisseurs et de toute personne physique ou morale qu'il mandate pour participer à l'exécution de la mission, objet du protocole, toutes les dispositions utiles, notamment contractuelles, pour faire respecter par ceux-ci la confidentialité des informations dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de l'objet de cet engagement

La Région s'engage à mettre à disposition de Pôle emploi la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Pôle emploi ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 7. ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à informer son personnel des conditions et modalités d'accès à OuiForm.

La Région s'engage à communiquer sur OuiForm en étroite concertation avec la DGEFP et Pôle emploi (concernant les fonctionnalités, les métriques, les données).

La Région s'engage à respecter les conditions générales d'accès à OuiForm décrites en annexe n°3 et à les faire respecter par son personnel habilité.

ARTICLE 8. SIGNALEMENT D'UN DYSFONCTIONNEMENT

La Région signale à Pôle emploi tout dysfonctionnement de l'outil OUIFORM dont il a connaissance par le biais d'une adresse électronique dédiée. Ce signalement intervient dans les conditions définies à l'annexe n°3.

ARTICLE 9. CONDITIONS FINANCIERES

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 10. DUREE, RESILIATION, MODIFICATION

La présente convention est conclue jusqu'à la fin de l'accord-cadre OuiForm, le 31 décembre 2024. Elle prend effet à la date de sa signature par la dernière des parties qui signe.

Elle pourra être amendée à l'initiative de Pôle emploi pour un motif d'intérêt général, notamment pour tenir compte des demandes de la DGEFP relatives au statut juridique de l'outil commun visé dans le préambule et faisant évoluer les responsabilités de Pôle emploi.

A l'exception des dispositions contenues dans l'annexe 4, toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

En cas de manquement de l'une des parties à l'une des obligations essentielles découlant de la présente convention ou si celle-ci n'est plus compatible avec l'évolution du statut juridique de l'outil commun ou si le partenaire refuse l'avenant visé au deuxième alinéa du présent article, la convention est dénoncée par lettre recommandée avec avis de réception postale ; en ce cas, la résiliation prend effet dans un délai de un mois à compter de la notification de sa dénonciation par l'autre partie.

ARTICLE 11. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Constituent des documents contractuels entre les parties, la présente convention et ses annexes qui comprennent :

- les éléments constitutifs des mentions d'information (annexe n°1) ;
- la liste des données disponibles dans Ouiform (annexe n°2) ;
- les conditions générales d'accès à Ouiform (annexe n°3) ;
- les correspondants en charge de la protection des données personnelles (annexe n°4) ;
- la nomination / révocation du responsable de gestion de comptes (RGC) (annexe n°5).

Fait à le
En 3 exemplaires originaux

Pour Pôle emploi

Directrice Régionale Pôle emploi Ile
de France

Nadine CRINIER

Pour la Région

Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Pour la DRIETS

Directeur Régional et
Interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du
travail et des solidarités d'Ile
de France

Gaetan RUDANT

ANNEXE N°1 – ELEMENTS CONSTITUTIFS DES MENTIONS D'INFORMATION

La mention d'information à destination des bénéficiaires est la suivante :

Pôle emploi, conjointement avec la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), met à disposition des acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE) un outil commun de positionnement en formation dénommé OuiForm, dans le cadre de sa mission d'intérêt public prévue aux articles L.5312-1 et R.5312-38 du code du travail.

Vos données d'identification, de vie professionnelle et d'ordre économique et financier y sont traitées. Ces données proviennent du système d'information de Pôle emploi.

Les destinataires de vos données sont les prescripteurs de formation, les organismes de formation, les financeurs de formation, la DGEFP et DREETS ainsi que la DARES.

Vos données sont conservées pour une durée maximale de 20 ans après cessation d'inscription si vous êtes demandeur d'emploi, et jusqu'à 20 ans après la formation si vous n'êtes pas demandeur d'emploi.

Vous disposez du droit d'accès à vos données personnelles, du droit à la rectification de celles-ci, à la limitation du traitement et du droit de vous opposer au traitement de vos données personnelles. Vous disposez d'un droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données post-mortem.

Vous pouvez adresser toute requête au Délégué à la protection des données de Pôle emploi par courriel à l'adresse contact-dpd@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse 1 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris cedex 20.

Vous bénéficiez également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle (CNIL).

Collecte des données

Conformément à la circulaire n°90-SG du Premier Ministre du 3 janvier 2018 ainsi qu'à la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, la collecte initiale des données des individus est réalisée :

- ✂ dans le cas des demandeurs d'emploi, par Pôle emploi au travers de ses différents outils, principalement directement auprès des personnes concernées via leur saisie sur l'espace candidat de pole-emploi.fr ;
- ✂ par un Partenaire utilisateur de OuiForm qui, après collecte directement auprès des personnes concernées,
 - saisit ces informations dans son système d'information (SI), SI qui transmet par un flux informatique ces données à Pôle emploi ;
 - saisit une nouvelle fiche individu dans OuiForm (fonctionnalité prévue en 2021).

L'ensemble des données marquées ci-dessous par un astérisque doit être fourni. En l'absence de ces données, les finalités de OuiForm ne pourront être atteintes pour les individus concernés.

Ces données sont enrichies :

- ✂ dans le cas des demandeurs d'emploi, par Pôle emploi au travers de ses différents outils, principalement directement auprès des personnes concernées via leur saisie sur l'espace candidat de pole-emploi.fr ;
- ✂ soit par un Partenaire, dans son SI et transmises informatiquement à Pôle emploi ;
- ✂ soit par saisie manuelle d'un Partenaire utilisateur dans OuiForm.

Les informations ainsi renseignées dans OuiForm alimentent les applicatifs internes de Pôle emploi.

L'accès au dossier d'une personne accompagnée nécessite :

- ✂ l'authentification de l'utilisateur ;
- ✂ le renseignement par l'utilisateur des données permettant l'identification de la personne accompagnée ;
- ✂ le respect des règles de limitation géographique et de type de public associées au Partenaire.

ANNEXE N°2 – DONNEES CONSULTABLES DANS OUIFORM

Les données consultables dans OuiForm qu'elles soient collectées directement dans OuiForm ou fournies par une autre source sont les suivantes :

1. Données relatives à la personne ayant besoin de développer ses compétences par la formation.

	Données
Données disponibles dans OuiForm	Civilité*
	Nom de naissance, nom d'usage, prénom*
	Date de naissance*, âge
	Coordonnées (adresse postale)*
	Identifiant national Pôle emploi
	Identifiant Régional Pôle emploi (+ code TP)
	ZRR
	QPV
	BOE
	Niveau de formation*
	Eligibilité PIC
	Inscription Pôle emploi (O/N)
	Statut d'inscription
	Catégorie d'inscription
	Qualité de bénéficiaire du RSA
	Prescripteur de la formation (outil à l'origine de la prescription, type de structure et nom de la structure du prescripteur)
Données de la fiche régionale	Date de fin de droits
	Région d'inscription
	Lieu de naissance (commune, pays)
	Date d'inscription
	RQTH
	L'individu cumule-t-il les statuts de salarié et de demandeur d'emploi ?
	L'individu est-il à la recherche d'un emploi ?
	Nom prénom, mail du conseiller à l'origine du positionnement
	Données descriptives de la formation prescrite (intitulé, financeur, organisme, dates, durée, lieu, statut de l'inscription, etc.)
	Le projet de formation est-il validé dans le cadre du CEP ?
	Dispositifs de formation et/ou d'accompagnement réalisé(s) (O/N)
	Détail des dispositifs de formation utilisés (texte libre)
	Projet professionnel détaillé (texte libre)
	Avez-vous identifié des points de vigilance ou des freins spécifiques ? (O/N)
	Détail des points de vigilance ou des freins spécifiques (texte libre)
	Avez-vous des informations complémentaires à transmettre ? (texte libre)
	Parcours de formation (date ICO, statut ICO (code motifs), date du plan de formation, statut AIS (code motifs), date d'entrée en stage, statut AES, absence et abandon (date, code motifs), bilan
	Allocations : type, date de fin

2. Données relatives au référent au sein du Partenaire, de Pôle emploi et des organismes de formation

Données	
Données d'identification	Nom, prénom
	Adresse e-mail professionnelle, numéro de téléphone professionnel
Vie professionnelle	Type de Partenaire
	Nom du Partenaire
	Sessions de formation pour lesquels l'utilisateur est référent

ANNEXE N°3 - CONDITIONS GENERALES D'ACCES A OUIFORM

1. Règles d'accès à OUIFORM et habilitation des utilisateurs

La présente convention confère un simple droit d'usage sur l'appliquatif mis à disposition. Ce droit d'usage sur l'appliquatif, ou encore les données mises à disposition, ne peut en aucun cas être cédé, à qui que ce soit, à titre gratuit ou à titre onéreux.

Pôle emploi ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de la fiabilité de la transmission des données hors de son périmètre d'intervention technique, des temps d'accès ou des éventuelles restrictions d'accès indépendants de son emprise technique sur des réseaux connectés au réseau internet.

Pôle emploi peut être amené à interrompre momentanément les services ou une partie des services proposés pour des raisons d'actualisation et de mise à jour de l'appliquatif OUIFORM et pour des raisons de maintenance programmée.

Chaque fois que l'évolution de l'appliquatif le rend utile ou nécessaire, Pôle emploi procède à une information du Partenaire. Le cas échéant, des notices ou des documents techniques, liés à ces évolutions, sont à sa disposition.

1.1. Désignation du responsable de gestion de comptes (RGC)

L'accès à OUIFORM est autorisé sous réserve de la nomination par le représentant de la Région, parmi ses collaborateurs, d'une personne dénommée, pour les besoins de la présente convention, le « responsable de gestion de comptes » (RGC) (cf. annexe 5).

La Région s'engage à ce que la personne désignée comme RGC soit informée des obligations qui lui incombent en application de la présente convention.

Si un agent a déjà été désigné en qualité de RGC de la Région lors de la signature d'une convention pour un autre applicatif accessible depuis le portail partenaire, celui-ci remplit automatiquement les fonctions de RGC pour les besoins de la présente convention.

Si aucun RGC n'a été désigné au préalable, Pôle emploi crée un RGC dans son système d'information et lui donne accès à l'outil dédié nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

1.2. Fonctions du responsable de gestion de comptes

Le RGC, agent ou salarié permanent de la Région est chargé de créer et de gérer le compte de la Région et d'habilitier individuellement des salariés de la Région à accéder à OUIFORM.

Le RGC transmet vers l'adresse de messagerie dédiée les questions utilisateurs ou remontées de dysfonctionnement.

La Région est responsable du respect par le RGC de ses obligations en application de la présente convention.

Le RGC doit s'assurer que les utilisateurs qu'il habilite sont bien des salariés de la Région. Il s'assure que ces utilisateurs sont bien informés des règles de sécurité et de confidentialité. Il est garant de la mise à jour régulière de la ou les listes d'utilisateurs qu'il gère conformément à l'article 2.3 de la présente annexe.

Il est de la responsabilité de la Région de veiller à la permanence de la fonction du RGC. En cas de vacance de la fonction de RGC, la Région est présumée en assumer la mission.

En aucun cas, Pôle emploi ne pourra se substituer à la Région pour la gestion du RGC.

1.3. Suppression et retrait de la qualité de RGC

En cas de départ du RGC, d'absence prolongée (absence de plus de 3 mois), de changement de fonction, la Région doit en informer Pôle emploi par l'envoi d'un courrier électronique, dans un délai de 8 jours à compter de la connaissance de l'événement.

Pôle emploi peut en outre exiger la révocation du RGC si la personne désignée en cette qualité ne respecte pas les obligations résultant de la présente convention.

La désignation d'un nouveau RGC s'effectue conformément à l'article 1.2 des présentes conditions générales d'accès.

2. Habilitations d'accès à OUIFORM

2.1. Personnes habilitées

L'accès à OUIFORM et aux informations relatives aux usagers en application de la présente convention est réservé à des fins de simplifications des actes de gestion des parcours de formation.

Sont par conséquent habilités par décision de la Région des salariés en charge du suivi des formations qu'elle finance.

Chaque utilisateur aura son propre mot de passe. Seul l'utilisateur habilité peut saisir ou accéder à des informations dans OUIFORM.

L'habilitation d'une personne prend fin en cas de départ, d'absence prolongée (absence de plus de 3 mois), de changement de fonction, ou du non-respect des obligations lui incombant en application de la présente convention.

2.2. Modalités d'habilitation

La Région, par l'intermédiaire de son RGC, habilite individuellement les salariés qui seront destinataires des données relatives à la gestion des parcours de formation des personnes à la recherche d'un emploi positionnées sur des formations qu'elle finance.

Pour le volet pilotage, le nombre d'habilitation est limité à 10 personnes.

La qualité de RGC ne donne pas droit à un accès automatique à OUIFORM, cet accès n'est possible que si les missions professionnelles du RGC le justifient (*cf.* article 2.1).

2.3. Mise à jour des habilitations

Lorsqu'une habilitation prend fin, dans les conditions décrites à l'article 2.1, le RGC met à jour, sur l'outil mis à sa disposition à cet effet par Pôle emploi, la liste des personnes habilitées.

ANNEXE N°4 – LES CORRESPONDANTS

ANNEXE N°4 – LES CORRESPONDANTS

A. GOUVERNANCE

- A Pôle emploi□: Hélène MOUTEL, Directrice Régionale Adjointe de la stratégie et des relations extérieures
- Chez le partenaire□:
- M. Nicolas THIERSE, Directeur Général Adjoint du Pôle Formation Professionnel et Apprentissage (Nicolas.THIERSE@iledefrance.fr)□

B. SUIVI OPERATIONNEL

- A Pôle emploi□:
 - David CEDILLE, Directeur du développement des compétences dans les territoires
 - Karine RIVIERE, Responsable de service de la direction du développement des compétences dans les territoires
 - Géraldine GAGNADOUX, Chargée de mission de la direction du développement des compétences dans les territoires
- Chez le partenaire□:
- M. Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur de la Direction Qualification et Métiers du Pôle Formation Professionnel et Apprentissage (Jean-Philippe.boulineau@iledefrance.fr)□
-
- Mme Maud RIBIERE, Cheffe du Service Performance de la Direction Qualification et Métiers du Pôle Formation Professionnel et Apprentissage (maud.ribiere@iledefrance.fr)□
- M. Patrick COATANEA, Chef du service Conception et Mise en Ouvre des Dispositifs de la Direction des Parcours Professionnels (patrick.coatanea@iledefrance.fr)

C. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

- A Pôle emploi□: Le responsable de la protection des données à Pôle emploi Ile de France idfmr-cnrl.75980@pole-emploi.fr

Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à contact-dpd@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante□: Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

■ Chez le partenaire□:
Le Délégué à la protection des données de la Région Île-de-France peut être contacté via l'adresse mail suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400, Saint-Ouen-sur-Seine.□

Numéro d'enregistrement : _/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_/_

(A compléter par la structure de déploiement Pôle emploi)

Le partenaire

Domicilié.....

.....

représenté par

Indique que

X M. X Mme (NOM) (prénom)

Fonction

Téléphone

e mail

X est désigné(e) comme responsable de gestion des comptes (RGC) de notre organisme

ou

X cesse d'être le responsable de gestion des comptes (RGC) de notre organisme

à compter du : __/__/____

Le représentant du partenaire (*nom, prénom et qualité*)

Fait à le

Signature

Annexe 4 : Convention partage données PE 2023-2026 - V3

Convention d'échange de données dans le domaine de la formation professionnelle Entre le Conseil Régional d'Île-de-France et la direction régionale Pôle emploi Île-de-France

La présente convention est conclue entre

Pôle emploi, établissement public national à caractère administratif (SIRET n° 130 005 481 00010), représenté par sa Directrice Régionale, Nadine CRINIER, dûment habilitée à cet effet, domicilié en cette qualité

Pôle Emploi

3 rue Galilée
93884 Noisy-le-Grand cedex

Ci-après dénommé « Pôle emploi »

Et

Ci-après dénommé « la Région Ile-de-France »

La Région Île-de-France, collectivité territoriale région (SIRET n° 237 500 079 00015), représenté(e) par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional Île-de-France ;

Région Île-de-France

2 rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Ci-après dénommé « la Région ».

Ci-après désignés ensemble « les Parties »

Vu le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5311-1, L. 5312-1 à L. 5312-6 et L. 5312-10 et R. 5312-25 à R. 5312-27 relatifs à l'organisation et le fonctionnement de Pôle emploi et les articles R. 5312-38 à R. 5312-46 relatifs au système d'information concernant les demandeurs d'emploi et salariés mis en œuvre par Pôle emploi,

Vu la délibération n° CR 2023-003 du 30 mars 2023 portant approbation du pacte régional d'investissement dans les compétences 2023 et la convention cadre région Île-de-France – Pôle emploi 2020/2023.

Préambule

La Région Île de France

Les régions ont une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle continue depuis la loi du 7 janvier 1983 (art. 82).

Ces compétences ont été renforcées avec la loi du 20 décembre 1993 grâce au transfert aux régions des actions qualifiantes destinées aux jeunes de 16 à 25 ans, les actions de pré-qualification et d'insertion ainsi que le réseau d'accueil, d'information et d'orientation. La loi a également prévu la mise en place d'un plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes élaboré par la Région en concertation avec l'État.

Loi du 5 Mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie. Ces compétences sont désormais inscrites dans le Code du Travail (Art. L6121-1), qui précise que les Régions sont chargées "de la politique régionale d'accès à l'apprentissage et à la formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle". C'est dans ce cadre que le Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage de la région Île-de-France poursuit les missions suivantes :

- lutter contre le chômage
- d'accélérer l'accès et le retour à l'emploi,
- de renforcer l'accès à la formation des demandeurs d'emploi notamment dans les secteurs en tension en Île-de-France
- d'accompagner le développement des entreprises et des territoires.

Pour cela, la région développe principalement une offre de formation collective.

Cette offre s'adresse au public visé par le Plan d'Investissement dans les Compétences soit les demandeurs d'emploi, les personnes les plus éloignées de l'emploi, personnes peu ou pas qualifiées, reconnues travailleurs handicapés, bénéficiaires du RSA, résidents des QPV.

La Région finance la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et met en place des aides complémentaires (RJA, aides à la mobilité, prime dans les secteurs en tension) dans le but de sécuriser les parcours suivis.

Plusieurs dispositifs sont déployés afin d'orienter et d'accompagner dans la construction et la réalisation d'un projet professionnel et de répondre au mieux aux besoins professionnel de chacun.

Pour cela, la Région travaille en synergie avec l'ensemble des acteurs de l'orientation, de l'emploi, de l'insertion professionnelle et de la formation.

La Région s'appuie en particulier sur le réseau des conseillers en évolution professionnelle de Pôle emploi Île-de-France pour :

- promouvoir les formations et les métiers auxquels elle prépare ;
- informer les demandeurs d'emploi ;
- et les inciter à entrer dans une dynamique de développement de compétences.
- lutter contre le chômage
- d'accélérer l'accès et le retour à l'emploi,
- de renforcer l'accès à la formation des demandeurs d'emploi notamment dans les secteurs en tension en Île-de-France
- d'accompagner le développement des entreprises et des territoires.

En 2023, la Région et Pôle ont signé une convention afin de déléguer à Pôle Emploi une enveloppe de 37,2M€ assurer une partie de l'effort supplémentaire en termes de places de formation et de mettre en place des actions innovantes d'orientation vers les métiers en tension ou de recrutement au bénéfice des Franciliens.

Pôle emploi Île-de-France

Le réseau des conseillers Pôle emploi est au premier rang des actions de sourcing et de positionnement des demandeurs d'emploi Île-de-France sur les formations de la Région, aux côtés des autres réseaux qui utilisent l'outil de bien commun OUIFORM pour positionner directement des jeunes et demandeurs d'emploi sur les formations de la Région (missions locales, Cap emploi, conseiller emploi des conseils départementaux, etc.).

La présente convention acte ainsi l'accord des deux Parties pour échanger les données nécessaires à la poursuite et l'amélioration de l'expérience utilisateur des personnes en recherche d'emploi et des conseillers CEP, leviers essentiels de la performance de la gestion de ses marchés par la Région. Ces échanges de données prennent les modalités opérationnelles optimales visées par les Parties, compte tenu des SI existants et des trajectoires respectives d'urbanisation.

Les données échangées entre les Parties visent plusieurs objectifs listés ci-dessous :

1. **Informar la Région des positionnements en formation collectés par Pôle emploi :**
 - Positionnement par les conseillers Pôle emploi dans Aude Formation

2. **Garantir la diffusion de l'offre de formation**

La Région assurera la diffusion de la collecte de l'offre de formation au RCO dans la période de transition entre les SI de la Région et Pôle emploi.

3. **Informar la Région sur le retour à l'emploi des stagiaires**

Afin de connaître le retour à l'emploi des stagiaires des dispositifs de la Région, Pôle emploi Île-de-France fournira les données nominatives des stagiaires franciliens de la formation professionnelle inscrits à Pôle emploi et les stagiaires IFP/ND1 ainsi que leur situation à + 1 mois, + 3 mois, + 6 mois après la formation.

Pôle emploi Île-de-France fournira les données suivantes pour l'ensemble des dispositifs de la Région Ile de France :

- **Données des stagiaires de la formation professionnelle** : Nom, prénom, date de naissance, date de retour à l'emploi, BRSA, OETH, DELD, niveau de qualification, date d'entrée et de sortie de formation, type de formation
- **Catégorie de demandeur d'emploi (1, 2 ou 3)** : pour les stagiaires inscrit dans un Programme d'Entrée dans l'Emploi (PEE)
- **Code NAF (APE) ®** : permet de savoir si le stagiaire a trouvé un emploi dans le domaine de la sécurité (paiement de la prime incitative programme Métiers de la sécurité) ou dans une entreprise de transport (projet de paiement de l'aide à la formation conditionnelle).
- **Nature du contrat** : CCD de moins de 6 mois / CDD / Intérim / CDI
- **Lieu de travail** : localisation de l'employeur (département) - permet de déterminer si le stagiaire a trouvé un emploi en IDF ou non - (paiement de la prime conditionnelle sur « Conducteur de bus » / paiement de la prime incitative sur le programme Métiers de la sécurité)
- **Positionnement du stagiaire** : La situation du stagiaire à +1 mois, +3 mois, + 6 mois pour l'ensemble des dispositifs de la Région (emploi, formation, recherche d'emploi)
- **Public en situation de handicap** : RQTH
- **Zone géographique** : QPV (code postal) et ZTR

4. Assurer la cohérence du versement de la prime aux métiers en tension :

- La Région fournira les données des stagiaires inscrits comme demandeurs d'emploi, bénéficiaires de la prime par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;
- Pôle emploi fournira les données nominatives des stagiaires bénéficiaires de la Prime (Nom + session éligible)

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'échange réciproque de données informatisées entre la Région Île-de-France et Pôle emploi Ile de France. Elle fixe les obligations et responsabilités de chacune des parties entre elles et vis-à-vis des personnes physiques dont les données personnelles sont traitées.

Article 2. Transfert et utilisation des données

Les données transmises entre les Parties ne peuvent être utilisées par chacune à d'autres fins que l'accomplissement de leurs missions liées à la formation professionnelle des demandeurs ou chercheurs d'emploi.

Le format d'échange de ces données est dématérialisé.

Article 3. Protection des données personnelles

Constitue une donnée à caractère personnel, au sens du règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016 et au sens de la présente convention, toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie (cf. annexe 1).

Les parties traitent les données personnelles uniquement pour :

- la réalisation de l'objet de la convention et conformément aux 4 objectifs présentés dans le Préambule de la présente convention;
- les besoins de l'exécution et du suivi de la convention.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Chaque partie informe l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptible d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 36 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte.

Article 4. Localisation des données sur le territoire de l'Union européenne

Les Parties, s'engagent à héberger, traiter et faire transiter les données à caractère personnel objet de la présente convention sur le territoire de l'Union européenne.

Article 5. Durée de conservation des fichiers et des données

Les Parties conservent les données pour une durée strictement nécessaire à l'accomplissement de leurs missions et au regard de leurs obligations réglementaires, soit 12 mois après la réception des données.

Article 6. Confidentialité

Les informations échangées dans le cadre de la convention, en particulier les données personnelles, sont considérées comme confidentielles par les parties. Les parties s'engagent à ne divulguer ces informations confidentielles qu'à leurs seuls préposés et, le cas échéant, prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-) ayant à en connaître.

Les parties se portent garantes du respect de cette obligation de confidentialité par leurs préposés et, le cas échéant, prestataires. Elles portent cette obligation à leur connaissance et prennent les mesures nécessaires à son respect conformément au guide du sous-traitant de la CNIL en vigueur à la date de signature de la convention.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Article 7. Sécurité des systèmes d'information

Les Parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données communiquées. Elles veillent notamment à assurer :

- La confidentialité des données, en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;
- L'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle en dehors de la convention ;
- La disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
- La traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Dans ce cadre, les mesures techniques et organisationnelles de sécurité mises en œuvre doivent répondre aux exigences de sécurité de chacune des parties et faire l'objet d'un accord. Chaque partie doit, au préalable, avoir évalué le niveau de sensibilité des données lui appartenant et en avoir informé l'autre partie. Chaque partie s'engage à mettre à disposition de l'autre partie les politiques et procédure de sécurité mises en œuvre pour assurer l'exécution de ces dispositions.

Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée.

Si, pour l'exécution de la convention, les parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de la convention. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son cocontractant.

Pour chacune des parties, le ou les responsable(s) en charge de la sécurité des systèmes d'information sont désignés à l'annexe 1.

Article 8. Traçabilité des échanges

Les Parties assurent la traçabilité des échanges effectués dans le cadre de la présente convention dans les conditions définies en annexe 3.

Article 9. Sous-traitance

Pour l'application du présent article, on entend par sous-traitant toute personne traitant les données à caractère personnel pour le compte de la Région (articles 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et 28 du règlement 2016/679 du parlement et du conseil du 27 avril 2016).

Dans le cas où l'une des Parties a recours à des sous-traitants, elle a pour obligation d'informer l'autre Partie en lui communiquant la liste des sous-traitants destinataires des données.

Les Parties s'engagent à reporter dans les engagements qu'elles contractent avec ses sous-traitants les obligations qui leur incombent au titre de la présente convention. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction des Parties.

Article 10. Communication

Une communication autour du partenariat engagé entre Pôle emploi et la Région peut être effectuée par les Parties, après concertation.

Des actions de communication disjointes sont prévues dans le cadre du projet.

Article 11. Pilotage, modalités de suivi et évolutions

Un comité de pilotage est organisé pour assurer le suivi des échanges, la qualité des informations et la cohérence des données échangées.

L'organisation du comité de pilotage est réalisée par Pôle Emploi ou la par la Région Île-de-France.

Chaque comité de pilotage donne lieu à la rédaction d'un compte-rendu par l'organisateur qui est transmis à l'ensemble des membres conviés.

Article 12. Propriété intellectuelle

Pour les besoins de la présente convention, les Parties peuvent reproduire leurs marques respectives, sur l'ensemble de ses documents de communication interne et externe, sous réserve du respect des conditions décrites ci-après :

- Tout support sur lequel figure le logo de la collectivité régionale doit être soumis à la Région avant impression et diffusion pour vérification de sa conformité et validation des contenus.

- De même, tout support sur lequel figure le logo de Pôle Emploi doit être soumis à Pôle Emploi avant impression et diffusion pour vérification de sa conformité et validation des contenus.

- Les Parties s'engagent à respecter les spécificités techniques de reproduction imposées par l'autre Partie, en particulier, les normes graphiques actuelles et futures relatives aux couleurs, lettrage, taille et disposition.

A l'expiration de la convention pour quelque raison que ce soit, les Parties s'engagent expressément à ne plus reproduire leurs marques respectives.

La signature de la convention n'entraîne aucune cession de droits de propriété intellectuelle sur les données, logiciels ou applications et matériels utilisés dans le cadre de sa mise en œuvre.

Article 13. Conditions financières

La présente convention est conclue à titre gratuit pour les deux Parties. Chaque Partie prend à sa charge les développements informatiques nécessaires à l'échange de ces données.

Article 14. Durée et résiliation

La présente convention est conclue pour une durée courant jusqu'au 31/12/2023, reconduite de manière expresse, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, au plus tard deux mois avant l'échéance de la convention. Elle prend effet à compter de sa signature par la dernière des parties.

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec avis de réception postale moyennant un préavis de trois (3) mois.

La convention peut également être résiliée en cas de manquement de l'une des Parties à l'une des obligations essentielles découlant de la présente convention, l'autre Partie peut également la dénoncer par lettre recommandée avec avis de réception postale ; en ce cas, la résiliation prend effet dans un délai de un (1) mois à compter de sa notification.

Article 15. Règlement des litiges

Les Parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention. A défaut, tout litige résultant de l'application de la présente convention seront déférés au Tribunal Administratif de la structure dont dépend le litige. Si le traitement mis en cause relève de Pôle Emploi, l'affaire sera déférée devant le Tribunal administratif de Montreuil. Si le traitement mis en cause relève de la Région Île-de-France, l'affaire sera déférée au Tribunal administratif de Paris.

Article 16. Documents contractuels

Les documents contractuels liant les Parties se composent - de la présente convention et de ses annexes :

Annexe I - Clause relative à la protection des données à caractère personnel

Annexe II - Clause relative aux données faisant l'objet de l'échange

Annexe III - Modalités de transmission des données à caractère personnel

Annexe IV - Correspondants

Annexe V - Liste des sous-traitants

Annexe VI - Mentions d'information

Annexe VII - Glossaire

La convention est signée en deux exemplaires.

Fait à , le

Signature de Pôle Emploi :

Fait à , le

Signature du représentant du Partenaire :

ANNEXE 1 - Clause relative à la protection des données à caractère personnel

La présente annexe vise à répondre à l'exigence posée par l'article 28 du RGPD, présentant les traitements réalisés par les Parties ainsi que les modalités de mise en œuvre par ces dernières.

Les données traitées dans le cadre de l'exécution de la présente convention : responsabilité disjointe

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le Partenaire (ci-après, le Responsable de traitement Disjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des

Parties étant destinataire de l'autre. Dans ce cas, les Parties s'accorderont sur les modalités desdits transferts, en garantissant la sécurité et la confidentialité des données concernées.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés dans sa dernière version.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.
- en cas de transfert de données personnelles vers un pays en dehors de l'Union Européenne, la Partie concernée certifie mettre en place toutes les garanties reconnues et attendues par la Réglementation et les autorités compétentes, permettant d'encadrer ledit flux de manière conforme.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Chacune des parties notifie à l'autre toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique. Cette notification est

accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre également par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie dans un délai de 48 heures afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

ANNEXE 2 - Clause relative aux données faisant l'objet de l'échange

1. Les finalités poursuivies par le traitement de données :

Les données échangées entre les Parties ont pour but d'assurer le pilotage des politiques publiques.

Cela inclut plus précisément :

- L'évaluation, le contrôle et le suivi des dispositifs déployés ;
- L'envoi d'enquête de satisfaction aux stagiaires de la formation professionnelle ;
- La production de statistiques.

2. Les personnes concernées par le traitement de données :

- Les stagiaires de la formation professionnelle franciliens inscrits à Pôle emploi uniquement (dont mineurs éventuels)

3. L'origine des données collectées :

Les données collectées sont obtenues auprès des :

- Organismes de formation professionnelle,
- Personnes concernées

Il s'agit des données de positionnement des demandeurs d'emploi réalisés par les conseillers Pôle emploi sur des formations financées par la Région au travers d'extraction issues des bases de données suivantes :

Pour Pôle Emploi, les données sont extraites des systèmes d'information de Pôle emploi.

Pour la Région, les données sont extraites des systèmes d'information : SAFIR (prochainement SAFIR +).

Les dispositifs de la Région concernés sont les suivants :

- Programme Régional de Formation pour l'emploi (PRFE)
- ;
- Programme Régional de Formations Transversales (PRFT) ;
- Programme d'Entrée dans l'Emploi (PEE).

4. Les destinataires des données :

Le Personnel habilité de la formation professionnelle de la Région Île-de-France et ainsi que ses prestataires au sein d'Axyus, d'Atexo et de l'ASP.

Le directeur du développement des compétences dans les territoires et le directeur de la performance

5. Le type de données échangées :

Les données objet de l'échange sont décrites au considérant 3 du Préambule de la convention d'échange de données entre la Région Île-de-France et Pôle Emploi Île-de-France.

Il s'agit de données nominatives (listing par individu) :

Type de données	Données échangées	Commentaires
Données d'identification	Nom, prénom, date de naissance	
Données relatives à la formation	Nombre d'entrées en formation, niveau de qualification, date d'entrée et de sortie de formation	
Données relatives au statut	- BRSA - catégorie de demandeur d'emploi 1, 2 ou 3	Données transmises ponctuellement par Pôle emploi à la demande de la région (en cas de contrôle). La Région transmettra un fichier avec les stagiaires de

		formation professionnelle du Programme d'Entrée dans l'Emploi (PEE). Pour chaque demandeur d'emploi la mention de la catégorie 1, 2 ou 3 sera ajoutée par Pôle Emploi.
Données relatives à la situation de la personne à la sortie de formation (emploi)	Date de retour à l'emploi Code NAF (APE) ® , nature du contrat (CDD de moins de 6 mois/CDI/intérim), département du lieu de travail, situation à +1mois, +3mois, +6 mois après la formation, nature du contrat, type de formation, DELD	
Données de vie professionnelle Donnée de santé	Situation BOETH	Public en situation de handicap à l'entrée en formation (des demandeurs d'emploi pour le versement de la prime aux organismes de formation)
Zone géographique	QPV, ZTR	

Millésimes (année de lancement de l'action) concernés : 2023 et suivants
Fréquence d'échange : au 1^{er} avril et au 1^{er} juillet N+1 et à la demande de Pôle Emploi / de la Région
Mise en place : juillet 2023

5.1 Les informations de Pôle emploi transmises à la Région sont :

- ▣ Les positionnements collectés par Pôle emploi en fonction de la situation du stagiaire ;
- ▣ Le retour à l'emploi des stagiaires à + 1 mois, + 3 mois, + 6 mois et fournir les données le justifiant ;
- ▣ Fournir les coordonnées des stagiaires bénéficiaires de la prime aux métiers en tension

Le détail des données est mentionné ci-dessus (point 5).

5.2 Les informations de la Région transmises à Pôle emploi :

- ▣ Données des stagiaires bénéficiant de la prime "secteur en tension" du Programme Régional de Formation vers l'Emploi (PRFE) ;
- ▣ Les données relatives aux bénéficiaires de la prime aux conducteurs de bus .

6. Nature des opérations réalisées :

- Collecte de données
- Enregistrement de données
- Organisation de données
- Structuration de données
- Conservation de données
- Adaptation ou modification de données
- Extraction de données
- Consultation de données
- Utilisation de données
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- Rapprochement de données
- Interconnexion de données
- Limitation de données
- Effacement de données
- Destruction de données

7. Conservation des données :

Pour la Région Île-de-France :

Les données sont conservées le temps nécessaire à la réalisation du traitement et pour une durée de 4 ans au maximum (durée convention). Les données seront conservées sur différents supports (plateforme GEDIF, Microsoft, SI de gestion de la formation professionnelle...).

Pour Pôle Emploi :

Les données sont conservées le temps de leur exploitation soit 1 mois sur le répertoire restreint de la Direction du développement des compétences dans les territoires puis supprimées lors de la réception de la version M+1 .

La Direction de la performance supprime les données qu'elle reçoit à l'issue de leur exploitation chaque mois.

ANNEXE 3 - Modalités de transmission des données à caractère personnel

L'échange de données s'effectuera selon les moyens et le cas échéant les technologies les plus adaptées au calendrier souhaité par la Région et réalisable selon les caractéristiques techniques des deux systèmes d'information :

La Région Île-de-France met à disposition un formulaire GEDIF afin que Pôle Emploi puisse envoyer au personnel habilité de la région Île de France des documents contenant des données à caractère personnel dans le cadre de la présente convention via un URL dédié qui sera communiqué en temps voulu.

GEDIF (Gestion Electronique des Documents d'Île-de-France) est une solution qui permet de recevoir, conserver, partager des dossiers en interne et externe. La plateforme est gérée et hébergée par la Région.

GEDIF permet les fonctionnalités suivantes :

- Les fichiers sont horodatés et font foi en cas d'audit, sous réserve qu'ils ne soient pas modifiés directement dans GEDIF ;
- Les actions sont tracées ;
- La solution est entièrement sécurisée ;
- Avant de pouvoir être envoyés à la Région, les fichiers font l'objet d'un traitement automatique et sont rejetés s'ils sont compromis ;
- Il n'y a pas de restriction de volume ;
- Les fichiers peuvent être partagés avec d'autres collègues s'ils disposent des habilitations ad hoc.

Des habilitations vont être données au personnel habilité de Pôle emploi sur GEDIF à partir des informations suivantes : nom, prénom, adresse mail professionnelle, fonction

Le profil associé sera celui de "contributeur externe".

Pôle emploi devra informer la Région des contacts à remplacer.

Au sein Pôle Emploi Île-de-France, seuls les agents habilités de la direction de la performance et la direction du développement des compétences auront accès à GEDIF.

La suppression du compte GEDIF sera effectuée dès lors que la personne quittera ses fonctions et/ou à partir de la mise en œuvre du formulaire GEDIF (évolution prévue de GEDIF grâce à une nouvelle modalité technique).

Pour envoyer des documents avec des données personnelles, la Région Île-de-France utilisera la plateforme d'échange électronique.

Si une solution plus sécurisée est trouvée par la région, celle-ci sera employée.

Annexe 4- Correspondants

1. Gouvernance du Partenariat :

A Pôle emploi :

- Mme MOUTEL Hélène, directrice adjoint de la stratégie et relation extérieure (helene.moutel@pole-emploi.fr)

A la Région :

- M. Nicolas THIERSE, Directeur Général Adjoint du Pôle Formation Professionnel et Apprentissage (Nicolas.THIERSE@iledefrance.fr)

2. Suivi opérationnel de l'échange de données :

A Pôle emploi :

- Mme Karine RIVIERE, responsable de service Direction du développement t des compétences dans les territoires karine.riviere@pole-emploi.fr
- M David CEDILLE, Directeur du développement t des compétences dans les territoires david.cedille@pole-emploi.fr

A la Région :

- M. Jean-Philippe BOULINEAU, Directeur de la Direction Qualification et Métiers du Pôle Formation Professionnel et Apprentissage (Jean-Philippe.boulineau@iledefrance.fr)
- Mme Maud RIBIERE, Cheffe du Service Performance de la Direction Qualification et Métiers du Pôle Formation Professionnel et Apprentissage (maud.ribiere@iledefrance.fr)

3. Sécurité des systèmes d'information :

A Pôle emploi :

- Le Correspondant régional de sécurité informatique CRSI IDF ; charles.noguera@pole-emploi.fr

A la Région :

- M. Alexey KARZANOV, Responsable de la sécurité des systèmes d'information du Pôle Transformation Numérique (lexey.KARZANOV@iledefrance.fr)

4. Protection des données personnelles :

A Pôle emploi :

Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à [contact-dpd.00148@pole-emploi.fr](mailto:dpd.00148@pole-emploi.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

A la Région :

Le Délégué à la protection des données de la Région Île-de-France peut être contacté via l'adresse mail suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400, Saint-Ouen-sur-Seine.

Annexe 5 - Liste des sous-traitants

La Région Île-de-France fait appel à des sous-traitants dans le cadre de ce traitement :

- L'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour la gestion administrative et financière
- ATEXO est le nouveau sous-traitant en charge de la reprise de SAFIR, du développement, de l'hébergement et de la maintenance de SAFIR+
- AXIUS est le prestataire en charge du développement, de l'hébergement et de la maintenance de SAFIR

■ Les porteurs de projet sont les organismes de formation en charge – notamment – de renseigner les informations relatives aux données des stagiaires ainsi qu’aux actions de formation

Pôle emploi :
Pas de sous-traitant

Annexe 6 - Mentions d’information

La Région Île-de-France n’est pas en contact direct avec les stagiaires de la formation professionnelle. La Région Île-de-France communique aux porteurs de projets la mention détaillée ci-dessous. En vertu des clauses RGPD signées avec la Région, le prestataire ou partenaire informe le stagiaire de la formation professionnelle sur le traitement de ses données personnelles en l’insérant sur ses propres supports.

Les mentions d’information transmises aux porteurs de projet sont les suivantes :

1. **Finalité du traitement.** En tant que responsable de traitement, la Région Île-de-France met en œuvre un traitement de données vous concernant ayant pour finalités la rémunération de votre formation, la gestion, le contrôle le suivi et l'évaluation et le pilotage des dispositifs de formation professionnelle ainsi que la communication institutionnelle.

2. **Base juridique du traitement.** Le fondement juridique de ce traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public.

3. **Destinataires des données.** Les données collectées sont destinées aux membres du personnel habilités de la Région Ile-de-France, à Pôle emploi, aux acteurs de la formation concernés, ainsi qu'à l'Agence de Services et de Paiement (ASP), en charge de votre rémunération.

4. **Durée de conservation des données.** Les données sont conservées en base active le temps de la gestion de votre dossier puis en archivage sécurisé, au total pour une durée de 60 ans à compter de la clôture de votre dossier conformément à la réglementation, afin que vous puissiez faire valoir vos droits à la retraite et à la validation des acquis de l'expérience.

5. **Vos droits sur les données.** Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données, ainsi que d'un droit à la limitation du traitement.

6. **Vous disposez également du droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'exécution d'une mission d'intérêt public.**

7. Vous disposez du droit de formuler des directives générales ou particulières concernant la conservation, l'effacement et la communication des données post-mortem vous concernant.

8. Les demandes relatives à l'exercice de vos droits s'effectuent auprès de notre Délégué à la Protection des Données dont les coordonnées sont précisées ci-dessous.

Vos données à caractère personnel nous sont nécessaires en raison de l'exécution d'une mission d'intérêt public.

Vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés.

Responsable de traitement et Délégué à la protection des données. Vous pouvez contacter la Région Île-de-France en tant que responsable de traitement et son délégué à la protection des données à l'adresse mail suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400, Saint-Ouen-sur-Seine.

Pôle Emploi Île-de-France :

Pôle emploi Île-de-France assure l'information des personnes à l'occasion des entretiens de prescription réalisés, mais également met à disposition cette information sur l'ensemble de ses sites d'information.

Pôle emploi Île-de-France et la Région Île-de-France, en tant que responsables de traitement, distincts mettent en œuvre un traitement de données ayant pour finalités, la gestion, le contrôle le suivi, l'évaluation et le pilotage des dispositifs de formation professionnelle. Le fondement juridique de ce traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public. Les données collectées sont destinées aux personnels habilités de Pôle emploi, de la Région Île-de-France, et des acteurs de la formation concernée, ainsi qu'à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Pour Pôle emploi, les données sont conservées sur une durée de 1 mois. Pour la région IdF les données sont conservées en base active le temps de la gestion de votre dossier puis en archivage sécurisé, au total pour une durée de 60 ans à compter de la clôture de votre dossier conformément à la réglementation, afin que vous puissiez faire valoir vos droits à la retraite et à la validation des acquis de l'expérience.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données, ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à contact-dpd.00148@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20 ; ou Le Délégué à la protection des données de la Région Île-de-France peut être contacté via l'adresse mail suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400, Saint-Ouen-sur-Seine.

Annexe 7 - Glossaire

■ ANOTEA : plateforme de Pôle emploi collectant les avis des demandeurs d'emploi sur les formations suivies

■ ASP : l'Agence de Services et de Paiement est en charge de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et du paiement des porteurs de projet

■ BRSA : Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active

■ Code NAF : code de Nomenclature d'Activité Française

■ DELD : Demandeurs d'Emploi de Longue Durée

■ IFP (INDIVIDU FORMATION PIC -infra BAC -) / ND1 (INDIVIDU SPE NON-DEMANDEUR D'EMPLOI) - il s'agit des Jeunes (-26) non-inscrits à Pôle emploi, suivi par une Mission Locale. Cette population n'est pas suivie par Pôle emploi. Elle est toutefois répertoriée par Pôle emploi pour les positionner sur des formations.

■ MF : application "Ma Formation" de Pôle Emploi

■ OETH : Objectif Emploi des Travailleurs Handicapés

■ OUIFORM : Outil de positionnement en formation de Pôle emploi

■ QPV : Quartier Prioritaire de la Ville

■ RCO : Réseau du Carif-Oref

■ RQTH : Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

■ SAFIR : outil de gestion financière et administrative de formation professionnelle de la Région Île-de-France. SAFIR sera remplacé en septembre 2023 par une version avancée SAFIR+

■ TMF : plateforme "Trouver Ma Formation" de de Pôle Emploi

■ ZRR : Zone de Revitalisation Rurale

Annexe 5 : Avenant convention ASP

**AVENANT N°1
A LA CONVENTION n°ASP-2023-01 ENTRE LA REGION
ET L'AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT (ASP)**

La région Île-de-France, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93), représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Ci-après dénommée « la Région »

D'une part,

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP), établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING,
ci-après dénommée « l'ASP ».

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'aide à la formation vers un métier en tension a été mise en place en 2020 dans l'objectif d'attirer les demandeurs d'emploi vers les formations permettant d'accéder à un emploi répondant aux besoins en compétence et emploi des entreprises franciliennes.

Compte tenu des difficultés de recrutement dans le secteur des transports en Île-de-France, l'attribution de l'aide est étendue aux demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation (hors offre collective régionale) chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'Ile-de-France mobilités pour les formations de conducteur de bus et de maintenance des matériels roulants (CP 2023-179).

Le contrat de professionnalisation, s'il est considéré comme étant un contrat de travail, permet l'acquisition de compétences dans le cadre de la formation continue.

En conséquence, l'instruction des dossiers et le versement de l'aide à destination du public cible évoqué supra sont confiés à l'ASP dans le cadre de la convention 2023, et ce en référence à l'article à l'article L. 1611-7 II du CGCT et au décret n°2015-909 du 23

juillet 2015 qui autorisent la délégation dans les domaines de l'emploi, de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue.

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- L'ajout d'un dispositif de type aide individuelle de la formation professionnelle, à savoir l'aide à la formation vers un métier en tension, de son instruction au versement de l'aide accordée aux demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation (hors offre collective régionale) chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'Ile-de-France mobilités pour les formations de conducteur de bus et de mécanicien d'entretien des bus ;
- La révision de la grille tarifaire afin d'ajouter la prise en charge de ce nouveau dispositif ainsi que l'actualisation du tarif AIRE ;
- La modification des clauses de RGPD ;
- L'ajout du dispositif PM'up jeunes pousses industrielles visant à soutenir les projets d'implantation d'une première usine tournée vers la décarbonation, l'efficacité énergétique et la circularité des processus de production.

ARTICLE 2 : Modification de l'article 3.1

L'article 3.1 de la convention intitulé « gestion administrative et financière des aides aux stagiaires de la formation professionnelle et aux apprentis » est modifié comme suit :

A la liste des dispositifs en vigueur concernés, tels que décrits dans l'annexe I de la convention est ajouté le point suivant, rédigé comme suit :

- La gestion de l'aide à la formation vers un métier en tension accordée aux demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation (hors offre collective régionale) chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'Ile-de-France mobilités pour les formations de conducteur de bus et de mécanicien d'entretien des bus.

Le reste de l'article demeure inchangé

ARTICLE 3 : Modification de l'article 3.3

L'article 3.3 de la convention entre la Région et l'ASP sur la gestion administrative et financière des subventions et des compensations est modifié comme suit :

A la liste des dispositifs de l'emploi et du développement économique tels que décrits dans l'annexe IV de la présente convention est ajouté :

- PM'up jeunes pousses industrielles

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 4 : Modification de l'article 13.3

L'article 13.3 de la convention intitulé « Modalités de mise à disposition des fonds par la Région à l'ASP par des appels de fonds est modifié comme suit :

La Région met à disposition de l'ASP les crédits nécessaires à l'exécution des missions visées à l'article 1 par l'intermédiaire d'appels de fonds. Ceux-ci doivent nécessairement comporter l'indication du numéro de dossier IRIS ou/et le numéro de dossier Mes démarches (dispositif « Véhicules propres », « AIRE », « ARA », « aide à la formation vers un métier en tension » notamment).

ARTICLE 5 : Modification de l'article 14

L'article 14 de la convention intitulé « : Systèmes d'Information » est modifié comme suit :

Sont ajoutés les nouveaux dispositifs « Aide à la formation vers un métier en tension » et « PM'up jeunes pousses industrielles » dans les 2 alinéas suivants :

La Direction de la formation professionnelle de la Région utilise :

- l'outil de gestion ZEFIR, interfacé avec SERAPIS, pour les dispositifs marchés PEE et PRFT millésime 2021
- l'outil de gestion SAFIR, interfacé avec SERAPIS, pour les autres marchés, les subventions et compensations
- l'outil Mes démarches pour les dispositifs AIRE, ARA et aide à la formation vers un métier en tension à destination des demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'IDFM
 - l'outil IRIS pour générer les chèquiers du dispositif « Chéquiers VAE »

Les services hors formation professionnelle de la Région utilisent l'outil Mes démarches, notamment les dispositifs « PM'UP relance », « TP'UP relance », PM'up jeunes pousses industrielles, chèque prévention, Aides aux commerces de proximité, Aides aux véhicules propres.

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 6 : Modification de l'article 20

L'article 20 de la convention intitulé « Confidentialité et respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel » est modifié pour prendre en considération les évolutions listées ci-dessous :

Le Titre II est modifié comme suit :

- **Le contenu du paragraphe 1 est remplacé par :**
« Le Sous-traitant est autorisé à effectuer pour le compte du Responsable de traitement les traitements de données à caractère personnel décrits ci-après. »
- **Le paragraphe 2 "L'objet du traitement" est remplacé par :**

« L'objet du traitement est le paiement des aides et subventions aux bénéficiaires par le sous-traitant »

- **Le paragraphe 3 est « Les finalités du traitement » est remplacé :**

« La finalité du traitement est la gestion des dispositifs de la formation professionnelle. Cela inclut notamment :

- la gestion des facturations et des subventions des actions de formations dispensées par les organismes et instituts de formations) ;
 - la gestion des dispositifs d'aide à la mobilité de la formation professionnelle ;
 - l'accompagnement et/ou coaching des stagiaires de la formation professionnelle
- Gestion de la communication institutionnelle ;
- la gestion des contrôles et évaluation des dispositifs de formation professionnelle ;
 - la gestion de la communication avec les bénéficiaires. »

Le Titre IV “ Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement ” est modifié comme suit :

- **Dans la partie 3 “ Droit d'information des personnes concernées ” :**

« [ses propres supports d'information] » est remplacé par « ses propres supports d'information »

- **A la fin de la partie 4 “Exercice des droits des personnes” est ajoutée la phrase suivante :**

« Le prix de cette prestation est intégré dans le prix de la prestation et ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire. »

- **A la fin de la partie 5 “Notification des violations de données à caractère personnel” est ajoutée la phrase suivante :**

« Le prix de cette prestation est intégré dans le prix de la prestation et ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire. »

- **A la fin de la partie 6 “Assistance du sous-traitant” est ajoutée la phrase suivante :**

« Le prix de cette prestation est intégré dans le prix de la prestation et ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire. »

- **Le contenu de la partie 7 “Sort des données ” est remplacé par :**

« Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement ou au sous-traitant désigné par le Responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel.

Une fois les données détruites, le Sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction auprès du Responsable de traitement. »

Le reste de l'article 20 reste inchangé.

ARTICLE 7 : Modification de l'annexe I

La grille tarifaire est modifiée pour y ajouter les frais de gestion relatifs à l'aide vers un métier en tension accordée aux demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'IDFM (pour les formations de conducteur de bus et de mécanicien d'entretien des bus), le forfait de mise en œuvre et d'ingénierie afférent, ainsi que le tarif AIRE révisé.



	Tarifs	Unité d'œuvre	Tarifs 2023 au 01/01/2023 HT	Tarifs 2023 au 01/04/2023 HT
Marchés publics	Marché : création dossier + avance	unitaire	85,26 €	70,30 €
	Marché : CRE intermédiaire	unitaire	39,96 €	35,80 €
	Marché : CRE final	unitaire	26,63 €	23,70 €
Subventions	Convention : instruction dossier	unitaire	62,62 €	44,30 €
	Convention : instruction dossier sport	unitaire	66,62 €	47,90 €
	Convention : CRE et paiement	unitaire	19,73 €	18,60 €
Missions locales et chèquiers mobilité	Missions locales : instruction dossier	unitaire	59,95 €	42,10 €
	Missions locales : demande de paiement	unitaire	29,31 €	20,60 €
	Missions locales : traitement stagiaire	unitaire	4,01 €	
	Forfait - Traitement des registres des chèques mobilité	forfait	3 209,94 €	
	Fichiers gratuité des transports	forfait		
Aide individuelle	dispositif AIRE	unitaire	50,63 €	47,10 €
	dispositif AIRE (à partir du 01/09/2023)	unitaire		34,20 €
	dispositif VAE	unitaire	50,63 €	47,10 €
PM UP	tarif instruction dossier	unitaire	41,23 €	41,23 €
	tarif traitement ordre de paiement	unitaire	7,92 €	7,92 €
	restitutions	forfait	1 548,09 €	
TP UP	tarif instruction dossier	unitaire	41,23 €	41,23 €
	tarif traitement ordre de paiement	unitaire	7,92 €	7,92 €
	restitutions	forfait	1 548,09 €	
Aide entreprise en procédure de prévention	tarif instruction dossier	unitaire		42,00 €
	tarif traitement ordre de paiement	unitaire		6,70 €
	forfait mise en œuvre et d'ingénierie	forfait		3 250,00 €
Aide Métiers en tension 'aide aux conducteurs de bus'	tarif instruction phase 1 + paiement acompte	unitaire		31,30 €
	tarif instruction phase 2 + paiement solde	unitaire		22,10 €
	forfait mise en œuvre et d'ingénierie	forfait		6 500,00 €

Aide aux commerces de proximité	dossiers créés	unitaire	27,27 €	27,27 €
	traitement des factures	unitaire (dossier)	7,46 €	7,46 €
	paiement unitaire	unitaire	6,86 €	6,86 €
	restitutions des données	forfait	1 517,90 €	1 517,90 €
Aide à l'achat de véhicules propres	dossiers instruits (règlement octobre 2021)	unitaire	42,19 €	42,19 €
	dossiers instruits phase 1 (RG antérieurs au 01/10/2021)	unitaire		
	dossiers instruits phase 2 (RG antérieurs au 01/10/2021)	unitaire	17,89 €	17,89 €
	traitement pièces complémentaires	unitaire	8,62 €	8,62 €
	paiement unitaire	unitaire	2,37 €	2,37 €
	restitutions des données	forfait	-	
Aide au permis des jeunes en insertion	Instruction du dossier et paiement de l'acompte		40,00 €	40,00 €
	Instruction et paiement du solde		18,94 €	18,94 €
	Traitement de pièces complémentaires (par dossier)		8,42 €	8,42 €
Aide régionale à l'apprentissage	dossiers traités et payés		16,84 €	16,84 €
Valorisation	Forfait maintenance de la base de valorisation données (appels de fonds)	forfait	60 239,88 €	40 000,00 €
Informatique	Travaux MOA-MOE interfaçage liés à la mise en place de SAFIR +	forfait		6 210,00 €
		coût/jour.		
	Tarif journalier pour évolution informatique et/ou charges d'ingénierie administratives	Mobilisation sur devis/bon de commande		621,00 €

ARTICLE 8 : Modification de l'annexe II

L'article « II.5 - Le versement de l'aide à la formation vers un métier en tension » est ajouté à l'annexe II relative à la gestion et règlement des aides aux stagiaires de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

II.5 - Le versement de l'aide à la formation vers un métier en tension

1- Objectif et Descriptif du dispositif

Ce dispositif a été adopté par la délibération n° CP 2020-212 du 1er juillet 2020, un règlement d'intervention consolidé ayant été approuvé par la délibération n° CP 2023-179 du 1^{er} juin 2023 qui fixe les montants de l'aide et ses modalités de versement. Le règlement d'intervention qui décrit les modalités d'éligibilité et de versement de l'aide est susceptible d'être modifié ultérieurement. Sont concernés par la présente convention uniquement les prestations suivantes : aide accordée aux demandeurs d'emploi formés dans le cadre d'un contrat de professionnalisation (hors offre collective régionale) chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'Ile-de-France mobilités pour les formations de conducteur de bus et de mécanicien d'entretien des bus.

L'aide à la formation vers un métier en tension a pour objectifs :

- de développer l'attractivité des formations sur les domaines souffrant de problématiques de recrutement et/ou identifiés comme créateurs d'emplois en Ile-de-France ;
- d'apporter une aide incitative aux demandeurs d'emploi.

Le RI voté par la délibération CP2023-179 du 1^{er} juin 2023, dans son article 3 « champ des bénéficiaires », distingue l'aide Métiers en tension versée :

- d'une part, aux bénéficiaires qui sont rémunérés par la Région et en formation sur un programme Régional sur une liste de domaines d'activités précise ;

L'aide Métier en tension versée à ces bénéficiaires n'entre pas dans le champ de la présente convention.

- d'autre part, aux demandeurs d'emploi répondant aux critères cumulatifs suivants :
 - o entrés en formation de conducteur de bus et/ou de mécanicien d'entretien des bus dans le cadre d'un contrat de professionnalisation (hors offre collective régionale) ;
 - o chez les opérateurs de transports en commun délégataires d'Ile-de-France mobilités (RATP/KEOLIS/Transdev/Lacroix SAVAC).

L'aide Métier en tension versée à ces bénéficiaires entre dans le champ de la présente convention.

2- Modalités de gestion

La Région confie à l'ASP l'instruction des demandes d'aide et leurs versements dans le cadre de ce dispositif dans le SI de la Région.

Pour ce faire, l'ASP s'appuie sur le RI du dispositif en vigueur au moment de la réception des demandes d'aides.

Le processus relatif au RI en vigueur au moment du vote de la convention ASP-Région est globalement décrit ci-dessous. Il est susceptible d'évoluer en cas de modifications votées par l'Assemblée Régionale.

L'ASP s'assure également de la non-caducité de la demande avant son versement.

Pour les dossiers relevant de RI antérieurs qui sont non soldés à ce jour, il convient de se référer aux précédentes conventions.

La mesure est mise en place à compter du 2 juin 2023 avec effet rétroactif.

Missions d'ordonnateur		Aide à la formation vers un métier en tension : conducteurs de bus ou mécanicien d'entretien de bus chez un opérateur d'IDFM		
Missions de comptable public				
Missions de comptable public et d'ordonnateur				
Processus	mode de transmission/SI	Missions de l'ASP	de la Région	Acteurs Région
Instruction des demandes de subvention				
Vote des projets / conventions/ RI			«	Services CMOD DQM
Envoi du RI en vigueur à l'ASP	Mail		«	Services SAF DQM
Envoi des délibérations d'affectation des crédits et n° IRIS à l'ASP ainsi que la convention-type (incluse dans délibération)	Mail		«	Service Performance
Validation des Tiers	Mes démarches		«	Service SAF ou CMOD
Instruction du 1er versement				
Réception des demandes des bénéficiaires (demandeurs d'emploi dans Mes démarches)	Mes Démarches	«		
Instruction de l'aide- 1er versement: 5 documents à contrôler : - avis de situation Pôle Emploi (être demandeur d'emploi dans le mois précédent le contrat professionnel) - contrat professionnalisation - attestation de présence de l'employeur au moment de la demande - pièce d'identité ou titre de séjour - RIB + vérification de la caducité de l'aide => mettre un statut au dossier : valider/rejeter Mettre le statut "recevable" avec un motif de recevabilité "+ de 300h", si le dossier est éligible à un 2nd versement.	Mes démarches	«		
Païement 1er versement				
- paiement du bénéficiaire après vérification des doublons	Mes démarches	«		
- indiquer dans Mes démarches le montant versé et la date du versement	Mes démarches	«		
- clôturer les dossiers ne faisant l'objet que d'un versement	Mes démarches	«		
- Si l'aide peut faire l'objet d'un 2nd versement (formation > 300h), réouverture de l'accès aux bénéficiaires dans Mes démarches des dossiers ayant un statut recevable avec un motif "formation +300h" + envoi d'un mail au bénéficiaire	Mes démarches		«	Service Mes démarches
Instruction du 2nd versement				
- Informer les bénéficiaires qu'ils peuvent recevoir un 2ème versement sous certaines conditions + réouverture de l'accès au dossier pour les bénéficiaires (moulinette lancée une fois par mois)	Mail automatique Mes démarches		«	Service Mes démarches
- réception de la seconde demande de versement	Mes démarches	«		
- instruction du 2eme versement: 3 documents à contrôler 1-certificat de formation (nombre d'heures + date de fin de la formation) 2-contrat de travail signé des 2 parties dans une société francilienne de transport 3-attestation de présence dans l'entreprise francilienne au moment de la demande de l'aide		«		
Païement 2e versement				
- paiement du bénéficiaire		«		
- indiquer dans Mes démarches le montant versé et la date du versement		«		
- clôturer le dossier pour lequel le 2nd versement a été effectué		«		
Ordre de reversement du bénéficiaire				
Contrôle des "trop perçus"	Mail	«		
Emission d'avis d'OR conformément à l'article 5.4 de la convention ASP/Région	SERAPIS/Garoo	«		
Suivi de la caducité des subventions				
-clôturer manuellement les dossiers n'ayant pas fait l'objet de 2nde demande de versement 6 mois après la date de fin prévisionnelle de la formation - envoyer mail au bénéficiaire pour lui annoncer que son dossier a été clôturé en raison de sa caducité	Mes démarches Mail Mes démarches		«	Service SAF/CMOD
Éléments statistiques				
- Tableau de bord de suivi à analyser	Mes Démarches	#	#	
Remboursement de l'ASP				
Chaque Quinzaine envoi d'un appel de fond pour les dépenses des 15 jours précédents		«		
Instruction de l'ADF			«	SAF DQM/Service performance
Remboursement de l'ASP par la DRFIP			«	DRFIP

Le reste de l'annexe II demeure inchangé.

ARTICLE 9 : Modification de l'annexe IV-1

Un nouveau dispositif PM'UP jeunes pousses industrielles, adopté par la délibération N°CP 2023- 176 du 1er juin 2023, s'ajoute aux dispositifs existants.

Il suivra les mêmes modalités de gestion que PM'UP relance et TP'UP relance.

Le dispositif PM'up jeunes pousses industrielles, adopté par délibération N°CP 2023- 176 du 1er juin 2023, il vise à soutenir les projets d'implantation d'une première usine tournée vers la décarbonation, l'efficacité énergétique et la circularité des processus de production.

Dans la convention est indiqué que ces dispositifs peuvent s'inscrire dans le cadre du régime d'aides exempté n° SA.100189 et du règlement de minimis n°1407/2013.

Le présent avenant ajoute les 2 régimes suivants :

- Du régime cadre exempté n° SA.103603, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2022-2027, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021
- Le régime d'aides exempté n°SA.105172, relatif aux aides temporaires destinées à soutenir l'investissement en vue d'une reprise durable notifié sur la base de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19

Le reste de l'annexe IV-1 reste inchangé.

ARTICLE 10 : Dispositions diverses

Toutes les autres dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant, et non contraires aux stipulations de celui-ci, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celle-ci.

ARTICLE 11

Le présent avenant entre en vigueur au 2 juillet 2023.

Fait en 2 exemplaires originaux
Le

Pour l'ASP,
La Directrice inter-régionale
Centre Val-de-Loire et Île-de-France,
Madame Muriele MILLOT

Pour la région Île-de-France,
la présidente du conseil régional
Valérie PECRESSE